

COORDINATION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES Protestations et grèves à l'horizon

Le mouvement syndical autonome reprend du poil de la bête et la nouvelle année risque d'être mouvementée.

Lassés par la lenteur enregistrée dans l'application de la nouvelle grille des salaires ainsi que la détérioration du pouvoir d'achat, les syndicats autonomes des différents secteurs relevant de la Fonction publique ont décidé d'unir leurs efforts.

C'est «organisé» en coordination nationale, que les syndicats autonomes ont annoncé, jeudi, leur intention d'observer une journée de protestation, dont la forme n'a pas encore été définie, le 15 janvier prochain. Une manifestation qui demeure l'ultime moyen pour les fonctionnaires d'exprimer leur mécontentement quant au contenu de la nouvelle grille des salaires.

Cette résolution — le recours à la protestation — est le fruit de la réunion des douze syndicats autonomes, qui a eu lieu jeudi au siège du Syndicat national des praticiens spécialistes de la santé publique SNPSSP. Pour les représentants de la coordination, à l'image du Cnes, Snapap, Snapest et Snapsy, la préoccupation première est l'adoption de la charte de la coordination. Avant de procéder à son amendement, la nouvelle force syndicale prévoit de soumettre cette charte aux douze syndicats afin de l'enrichir et y apporter les modifications nationales, précise-t-on au sein de la coordination. Aux termes de cette réunion, il a été convenu la désignation d'un coordinateur périodique qui aura le statut de porte-parole de la coordination, pour une durée se limitant à deux mois.

On citera que le premier coordinateur permanent sera M. Meziene Meriane. Ce dernier assurera parallèlement le poste de coordinateur national du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique. Se voulant encore plus provocant, le syndicat des psychologues, de son côté, mène une bataille parallèle en mettant en garde «l'aggravation des tensions sociales».

Le Snapsy envisage de mener une grève nationale de trois jours, les 28, 29 et 30 janvier 2008. «Le laminage insupportable du pouvoir d'achat et l'inexistence officielle des syndicats autonomes» sont les deux principaux motifs de la contestation syndicale sous toutes ses formes. Ce mois de janvier promet d'être «chaud» !

W. Z.

BELKHADEM TENTE UNE DIVERSION FACE A SES DÉTRACTEURS

Un congrès extraordinaire oui... mais pour soutenir Bouteflika

L'instance exécutive du FLN est réunie depuis hier à l'hôtel Mouflon d'Or. Abdelaziz Belkhadem a confirmé la tenue d'un congrès extraordinaire de son parti au courant de l'année 2008. Contrairement aux attentes de certains membres de cette instance, qui exigent un renouveau de leur formation, ce congrès extraordinaire servira à entériner le soutien à un troisième mandat présidentiel en faveur de Bouteflika.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Ce n'est pas un Belkhadem des grands jours qui s'est présenté hier devant les cadres de son parti. Le secrétaire général du Front de libération nationale semblait appréhender cette rencontre. L'homme s'est en effet retrouvé face à ses détracteurs. Ces derniers n'ont pas manqué de réagir dès le début des travaux, au moment où Belkhadem présentait les points inscrits à l'ordre du jour. Bounekrif, Hadjar et Bouhara interviennent tour à tour. Le premier exige que l'organisation «en urgence» d'une session du conseil national soit inscrite à l'ordre du jour. Hadjar a insisté sur la présentation du rapport de la

commission d'enquête installée lors de la dernière réunion de l'instance exécutive. Cette commission devait faire la lumière sur des fuites de documents organisées par un responsable du parti. Quant à Bouhara il a, une nouvelle fois, insisté sur la tenue d'un congrès extraordinaire du FLN. «Cette question doit être débattue aujourd'hui.

L'instance exécutive devra rédiger un rapport relatif à l'organisation d'un congrès extraordinaire qui sera présenté lors de la prochaine session du conseil national», note Bouhara. Belkhadem ne pourra dissimuler son embarras en répondant aux interpellations du trio. Il

trouvera toutefois une solution pour éviter d'être incommodé par d'autres intervenants. «Que les journalistes présents aujourd'hui parmi nous n'espèrent pas assister à quelque chose de sensationnel. Le débat, qui aura lieu tout à l'heure à huis clos, se déroulera dans la sérénité la plus totale», déclarera-t-il avant d'entamer la lecture du bilan moral et financier.

Un bilan que le secrétaire général du parti considère être globalement positif. Belkhadem a reconnu l'existence d'un mouvement de «mécontentement», il considère toutefois que ce dernier est à mettre sur le compte de «l'égoïsme» de certains militants.

Abordant les questions d'ordre financier, le secrétaire général de l'instance exécutive a annoncé qu'au titre du budget de l'année 2008, une enveloppe sera allouée à l'organisation d'un... congrès extraordinaire.

Belkhadem aurait-il fait une

concession en faveur du groupe de Abderezak Bouhara dont c'est la principale revendication dans le but de «rénewer» le parti? «Ce congrès extraordinaire sera consacré à la désignation d'Abdelaziz Bouteflika en qualité de candidat du parti pour l'élection présidentielle de 2009. Il est le président de notre parti et nous nous devons de lui demander de se présenter pour un troisième mandat.

Quelques modifications d'ordre organique pourraient être étudiées à cette occasion», expliquera-t-il lors d'un point de presse tenu en marge de la session de l'instance. Selon lui, ce congrès devrait se tenir immédiatement après la révision constitutionnelle.

Mais rien n'est encore acquis pour Belkhadem, puisque son projet doit être soutenu officiellement par l'instance exécutive. Tout devrait se décider aujourd'hui lors de l'adoption de la résolution finale.

T. H.

SÛRETÉ NATIONALE

Les changements annoncés par le DGSN prévus pour les prochains jours

Le remaniement, annoncé par le directeur général de la Sûreté nationale, M. Ali Tounsi, lors de sa dernière sortie médiatique, est attendu au cours de cette semaine, soutiennent des sources concordantes.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Ces dernières indiquent que les premiers changements, qualifiés «d'importants» toucheront d'abord les structures de police situées dans les wilayas du centre du pays. Il s'agit notamment des Sûretés des wilayas d'Alger, de Bouira, de Boumerdès et de Tizi-Ouzou.

L'intérêt porté à ces wilayas est perçu à la fois comme «prioritaire et urgent». La cause ? La situation sécuritaire enregistrée ces derniers temps et notamment depuis les attentats du 11 décembre dernier en constituent la raison principale. Ce choix s'explique, également, par le fait que c'est au niveau du centre du pays que le plus grand nombre d'attentats terroristes a été enregistré. C'est également au niveau de cette région que sont enregistrées d'intenses activités terroristes du GSPC. A première vue, le changement que la Direction générale de la Sûreté nationale veut introduire au niveau desdites structures se veut comme un «redéploiement» et une «exploitation appropriée» des capacités humaines, dont elle dispose au niveau de ces wilayas. Le but recherché, sans aucun doute, est celui d'une «coordination» plus efficace entre les différents services, notamment ceux ayant en charge la gestion du renseignement et de l'opérationnel.

Combiner entre les Sûretés de wilaya du Centre
A ce titre, il y a lieu de rappeler que le directeur général de la



Resserrer l'étau sur les terroristes.

Sûreté nationale avait lancé à l'adresse des cadres de la Sûreté de wilaya d'Alger, lors de la rencontre qui a eu lieu au niveau du siège du 8^e groupement des Unités républicaines de sécurité (URS) de Kouba, qu'il est «attendu de nouvelles dispositions, mais également un grand mouvement au sein des rangs de la Sûreté nationale», d'où la question de savoir si la DGSN innovera en la matière en décidant de mettre en place une structure provisoire voire un genre de P.C (poste de commandement) qui aura la charge de «coordonner» voire «combiner» entre les quatre Sûretés de wilaya dans le domaine de lutte anti-terroriste.

Cette approche est des plus plausibles sachant que les derniers attentats perpétrés dans la capitale étaient alimentés à la source à partir des maquis du GSPC dissimulés à travers ces wilayas. Ajoutez à cela, le mode opératoire des attentats du 11 décembre dernier qui était le même que celui perpétré le 11 avril 2007, qui ont ciblé le Palais

du gouvernement et un commissariat de police situé à Bab-Ezzouar. Les moyens utilisés : des véhicules bourrés d'explosifs.

La même méthode a été utilisée le 11 juillet dernier, soit trois mois plus tard, contre une caserne de l'armée à Lakhdarria dans la wilaya de Bouira. L'attaque suicide s'est soldée par la mort de dix militaires et de 35 blessés. L'arme du crime : Un camion frigorifique chargé d'explosifs. Une stratégie identique à celle employée dans le double attentat du 11 décembre dernier.

En effet, contre le siège du Conseil constitutionnel et le siège du Pnud (ONU), les terroristes du GSPC ont utilisé des camionnettes-citernes pour commettre leur forfait.

Des observateurs s'accordent à dire, par ailleurs, que la Direction générale de la Sûreté nationale compte introduire d'importants changements dans les différentes structures en charge de la question du renseignement considérée comme le premier outil de la lutte anti-terroriste.

Renforcement du renseignement

C'est dans cette optique, qu'il est attendu, dit-on «des changements importants» au niveau des renseignements généraux et ce, tant sur le plan humain que sur les capacités opérationnelles, vu que l'objectif recherché est de capitaliser au maximum la stratégie mise en place par la Sûreté nationale en l'occurrence la notion de «police de proximité». Une approche lancée depuis quelques années par la DGSN et dont l'objectif était celui de rapprocher davantage la police du citoyen. En termes sécuritaires, la DGSN avait fixé aussi comme objectif la «pénétration» des quartiers considérés comme «chauds» dont sont originaires les auteurs des derniers attentats kamikazes.

Côté police judiciaire, il n'est pas exclu que des changements importants interviennent tant au niveau des sûretés urbaines et de daïras relevant des Sûretés des wilayas de Boumerdès et d'Alger. Enfin, au niveau de la capitale, les trois divisions de police judiciaire (Est - Centre - Ouest) qui ont, jusque-là, donné selon nos sources «des résultats probants verront leurs prérogatives renforcées, de sorte à bénéficier de la même marge de manœuvre» dont avait bénéficié durant les années 1990 la défunte ONRB (Office national de répression du banditisme).

Ceci étant, en attendant que les mesures évoquées par M. Ali Tounsi entrent en vigueur, il est important de signaler que de nouvelles mesures sécuritaires ont vu le jour depuis les attentats du 11 décembre. Ainsi, des postes de contrôle et autres barrages de police ont été dressés dans des lieux qui auparavant n'étaient pas touchés.

A. B.